



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

réforme des retraites

Question au Gouvernement n° 2385

Texte de la question

RÉFORME DES RETRAITES

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth.

M. Éric Woerth. Monsieur le Premier ministre, le sujet des retraites stresse la société française ; avec une réforme d'une grande complexité, incluant beaucoup de détails – et donc beaucoup de diables ! –, le Gouvernement stresse plus encore les Français. Alors que vous devriez être d'une clarté extrême, vous entretenez une confusion extrême et plus personne n'y comprend rien.

Sur la forme, la méthode est lunaire pour savoir qui sera concerné par la réforme et à partir de quand : s'appliquera-t-elle seulement aux nouveaux entrants, c'est-à-dire dans quarante ans – c'est la fameuse clause du grand-père ? Votre méthode consiste essentiellement à gagner du temps, alors même que vous travaillez à la réforme depuis deux ans déjà.

M. Maxime Minot. Eh oui !

M. Éric Woerth. Les débats parlementaires n'ont pas encore commencé qu'on assiste déjà à un double recul, sur l'âge légal et sur les régimes spéciaux. De report en report, cette réforme, censée être la mère de toutes les batailles, en deviendrait plutôt la grand-mère ! On prend un temps fou, alors qu'il est impératif de poursuivre les réformes entamées en profondeur ces dernières années.

Sur le fond, oui, il faut réformer ! Mais poser un mauvais diagnostic, c'est accoucher d'une mauvaise solution. Car non, notre système de retraite n'est pas globalement injuste : ce qui le serait, c'est de ne rien faire pour garantir son financement. Ce n'est pas au régime des retraites de venir à bout des inégalités salariales entre hommes et femmes ou des inégalités de carrières entre les Français ; il faut résoudre ces injustices bien avant, car le système de retraites ne saurait résoudre à lui seul toutes les injustices d'une vie.

Mme Valérie Lacroute. Très bien !

M. Éric Woerth. Le régime universel est un bien grand mot ; c'est surtout le meilleur moyen d'être universellement injuste. (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*) Si votre méthode et vos idées sont confuses, c'est le symptôme d'un mal plus profond : vous ignorez ce que vous voulez faire exactement.

M. Patrick Hetzel. Ça navigue à vue !

M. Éric Woerth. Pour porter une réforme des retraites, toujours sensible, il faut du courage et de la clairvoyance. Un gouvernement ne peut réussir que si ses convictions sont fortes dans leur contenu et dans leur

application. Je suis sûr, monsieur le haut-commissaire que vous êtes d'accord avec moi à ce sujet.

M. le président. La parole est à M. le haut-commissaire aux retraites.

M. Jean-Paul Delevoye, *haut-commissaire aux retraites*. Je dois d'abord rendre hommage à l'autorité avec laquelle vous exercez votre responsabilité de président de la commission des finances. Je rends également hommage, à vous et à d'autres, pour toutes les réformes engagées : en reculant l'âge de départ à la retraite de deux ans, vous nous avez rapprochés du déficit.

Vous avez parlé rapidité et courage.

M. Franck Marlin. On attend des réponses !

M. Jean-Paul Delevoye, *haut-commissaire*. Je peux porter témoignage de l'investissement total du Premier ministre et de son gouvernement qui, chaque semaine, se réunit pour rendre des arbitrages.

M. Pierre Cordier. Ah bon ? Lesquels ?

M. Jean-Paul Delevoye, *haut-commissaire*. La détermination est totale et l'objectif est clair. J'ai entendu la formule « Le régime universel [...] est le meilleur moyen d'être universellement injuste. »

M. Stéphane Peu. Il commence à trembler.

M. Jean-Paul Delevoye, *haut-commissaire*. J'ai du mal à intégrer votre raisonnement, car notre volonté est bien de corriger les injustices et d'aboutir à un régime plus favorable pour les femmes, puisque nos propositions visent une réduction de 10 % à 20 % de l'écart actuellement constaté entre les hommes et les femmes.

Vous avez raison sur un point : le régime économique doit corriger les inégalités, car la retraite sera le reflet du travail.

M. Éric Ciotti. Et la clause du grand-père, alors ?

M. Jean-Paul Delevoye, *haut-commissaire*. Sur les plateformes, nos concitoyens sont très demandeurs de l'universalité, très demandeurs de mêmes règles pour tous, très demandeurs d'une majoration dès le premier enfant. (*Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

Mme Valérie Lacroute. Ce n'est pas vrai !

M. Maxime Minot. Pipeau !

M. Jean-Paul Delevoye, *haut-commissaire*. Par conséquent, monsieur Woerth, j'espère que vous nous rejoindrez dans le courage qui nous anime ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM.*)

Mme Constance Le Grip. Zéro !

Données clés

Auteur : [M. Éric Woerth](#)

Circonscription : Oise (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2385

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Retraites

Ministère attributaire : Retraites

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 novembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 novembre 2019](#)